

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L'INDRE
14 rue Claude Nicolas Ledoux
36026 Châteauroux

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MISSION DE CONTRÔLE TECHNIQUE

MISSION DE COORDINATION SPS

**TRAVAUX DE REFECTION DES BARDAGES METALLIQUES ET
COMPOSITES, DE L'ISOLATION DES FACADES DU SIEGE DE LA CPAM
DE L'INDRE**

CONSULTATION 2025-04

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - MAPA

*(passé en application des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18 du Code
de la Commande Publique)*



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Indre

SOMMAIRE

<u>Article 1</u> – Objet du marché - Dispositions Générales	3
<u>Article 2</u> – Pièces constitutives du contrat	4
<u>Article 3</u> – Durée du marché	4
<u>Article 4</u> – Missions du contrôleur technique	5
<u>Article 5</u> – Modalités d'exécution du marché	6
<u>Article 6</u> – Etendue des interventions du contrôleur technique	8
<u>Article 7</u> – Délais et pénalités	8
<u>Article 8</u> – Réception des prestations	9
<u>Article 9</u> – Les intervenants – obligations du titulaire	9
<u>Article 10</u> – Missions du coordonnateur SPS	10
<u>Article 11</u> – Autorité et moyens	11
<u>Article 12</u> – Conditions d'exécution	13
<u>Article 13</u> – Réception – Achèvement de la mission	14
<u>Article 14</u> – Délais d'établissement des documents d'études et pénalités	15
<u>Article 15</u> – Prix et modalités de révision	16
<u>Article 16</u> – Modalités de règlement	16
<u>Article 17</u> – Retenue de Garantie	17
<u>Article 18</u> – Propriété intellectuelle et utilisation des résultats	19
<u>Article 19</u> – Assurance	19
<u>Article 20</u> – Arrêt de l'exécution de la prestation	19
<u>Article 21</u> – Résiliation du marché	20
<u>Article 22</u> – Confidentialité – Mesure de sécurité	20
<u>Article 23</u> – Modification du marché	21
<u>Article 24</u> – Obligation de conseil	22
<u>Article 25</u> – Règlement des litiges	22
<u>Article 26</u> – Dérogations au CCAG-PI	22

Présentation de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Indre

Statut et missions

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Indre est un Organisme de droit privé chargé de la gestion de services publics. Elle assure l'affiliation des assurés sociaux et est ainsi chargée du versement des prestations au titre de :

- La maladie,
- La maternité,
- L'accident du travail et la maladie professionnelle.

La CPAM de l'Indre gère également les relations avec les acteurs de santé, professions médicales et paramédicales.

Périmètre géographique

Le projet concerne le siège de la CPAM de l'Indre, sis au 14, rue Claude Nicolas Ledoux, 36000 – Châteauroux datant de mars 2010 et classé ERP 5ème catégorie de type W.

Le siège regroupe également les services de l'Echelon Local du Service Médical (ELSM) et du Service Social (CARSAT).

PARTIE I – GENERALITES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet de la consultation

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet les prestations suivantes :

- L'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3 ci-après,
- La réalisation d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs de catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.2 - Description de l'opération

Suite à la réalisation de deux diagnostics sur les façades de son siège par un cabinet d'étude à la suite de travaux de reprise d'étanchéité, la CPAM de l'INDRE souhaite réaliser des travaux de réfection des bardages métalliques et en composite, et de l'isolation des façades de son siège. Les travaux seront réalisés en site occupé.

Le montant des travaux est estimé à 1 378 275€ HT.

La date prévisible de démarrage des travaux est fixée au 1^{er} semestre 2026 pour une durée estimée entre 12 et 14 mois.

1.3 - Décomposition en lots

Lot 1 : Mission de contrôleur technique

Lot 2 : Mission de coordonnateur S.P.S

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4 - Intervenants

1.4.1– Maitre d'ouvrage (MOA)

Le maitre d'ouvrage est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Indre 14 rue Claude Nicolas Ledoux 36026 CHÂTEAURoux CEDEX

L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est Josselin PIBOULEAU Directeur de la CPAM de l'Indre.

Le maitre d'œuvre est en cours de désignation.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le descriptif technique de l'APD de la société RGA portant sur les façades en bardage du siège de la CPAM de l'Indre
- Les plans de masse, façades et coupes du siège de la CPAM de l'Indre au format PDF
- Le mémoire méthodologique remis avec l'offre par le candidat
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés du contrôle technique approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et la norme NF P 03-100 de septembre 1995 : Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
- Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé les textes auxquels il renvoie le cas échéant;
- Le décret n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège inter-entreprises de sécurité, santé et des conditions de travail et les textes auxquels il renvoie le cas échéant;
- Le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 ;
- Le CCTG (cahier des clauses techniques générales) applicable aux marchés publics de travaux :
 - Annexe 1 : travaux de génie civils
 - Annexe 2 : travaux de bâtiment

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le début d'intervention du contrôleur technique et du coordonnateur SPS est prévu dès la réception par le titulaire de l'ordre de service émis par le représentant de la CPAM de l'Indre.

A titre indicatif, le démarrage de l'intervention du contrôleur technique et du coordonnateur SPS est prévu 2^{ème} quinzaine d'octobre 2025.

Les interventions du contrôleur technique et du coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de Parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des Clauses administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG).

PARTIE II - CONTROLE TECHNIQUE

ARTICLE 4 – MISSIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions suivantes définies à l'article 5 et dans l'annexe A de la norme NFP 03-100:

4.1 Missions de base

L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction,
- Les travaux de fondation,
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateur d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiquée au Contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent ainsi de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- Les installations électriques (courants forts) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien des façades ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les garde-corps et fenêtre basses.

4.2 Missions complémentaires :

- **Mission LE relative à la solidité des existants**

Défauts de compatibilité des existants avec les travaux neufs et du fait de ces travaux neufs

- **Mission P1 relative à la solidité des équipements non indissociablement liés**

Cette mission est à mener pour tous les ouvrages neufs et existants

- **Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie**
- **Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les Etablissements recevant du public (ERP)**
- **Mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (Code du Travail)**

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

Le contrôle intervient pendant la conception (dès phase d'APS) et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du contrôleur technique pourront être demandées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Pendant l'exécution des ouvrages, le contrôleur technique assistera à toutes les réunions de chantier à raison d'une par semaine, au moins, et effectuera un certain nombre de visites inopinées.

Les documents écrits relatifs à ces éléments de mission devront être remis au maître d'ouvrage sous format « pdf », avec copie au maître d'œuvre et entreprises concernées. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis dans le cadre de l'opération envisagée.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 – Conditions générales

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et approuvés par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le CCTG.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur ;
- La mission du contrôleur technique le conduit à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- La personne représentant le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat.
 - Donner au contrôleur technique copie du permis de construire, s'il y a lieu.
- D'une manière générale, le contrôleur technique doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage.
- L'intervention du contrôleur technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le maître d'ouvrage sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer.

- Les examens et vérifications du contrôleur technique se concrétisent par des avis rédigés dans une forme accessible au pouvoir adjudicateur à qui ils sont destinés.
- Le contrôleur technique, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit au moins 15 jours avant cette date au maître d'ouvrage, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet.
- Durant la période de garantie de parfait achèvement, qui suit la réception, le contrôleur continue à fournir ses avis. Il intervient sur demande du maître d'ouvrage dans la limite d'une visite par trimestre après la levée des réserves. A la fin de cette période, il fournit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.

5.2 – Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer, au cours de l'exécution du marché, les avis prévus à l'article 10 du CCTG.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché la même personne physique comme contrôleur technique. Le suppléant désigné à l'article 3 de l'acte d'engagement ne remplacera qu'occasionnellement le contrôleur technique titulaire en cas d'indisponibilité temporaire de celui-ci, qui n'est pas du fait du titulaire et dans la limite des périodes légales de congés annuels.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage et doit présenter une expérience et des références équivalentes à celles du contrôleur technique initialement désigné.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis prévu à l'article 3.4.3 alinéa 2 du CCAG-PI;
- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de celui-ci ;
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 37 du CCAG-PI.

Le contrôleur technique ou, à défaut, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau contrôleur technique désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage. Le nouveau contrôleur technique accuse réception de l'ensemble des documents communiqués.

Au début de sa mission, le contrôleur technique remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il devra participer à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage pendant la phase conception et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase réalisation et être habilité à prendre les décisions nécessaires.

5.3 – Responsabilité

La responsabilité du contrôleur technique est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du code civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 – ETENDUE DES INTERVENTIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Pour l'ensemble des travaux, les missions comportent les 5 phases suivantes telles que définies au CCTG et qui sont considérés comme des phases techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

Les grandes lignes sont rappelées ci-après :

- Phase 1 : contrôle des documents de conception ;
- Phase 2 : contrôle des documents d'exécution ;
- Phase 3 : contrôle sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements soumis au contrôle
- Phase 4 : préalable à la réception ;
- Phase 5 : contrôle des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Les actes techniques correspondant à chacune de ces phases sont fixés à l'annexe B du CCTG.

ARTICLE 7 – DELAIS ET PENALITES

7.1 Délais de remise des documents

1. Pour les essais

Les essais devront être réalisés dans les 10 jours ouvrés à compter de la demande du conducteur d'opération.

2. Pour les documents d'études établis par le maître d'œuvre :

L'avis relatif à l'examen des documents d'études (APS, APD, notice de sécurité, ...) devra être communiqué au maître d'ouvrage dans le délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception du document par le contrôleur technique.

3. Pour le rapport initial :

Le rapport initial de contrôle technique doit être transmis dans le délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception du DCE par le contrôleur technique.

4. Pour le rapport initial provisoire :

Le rapport initial provisoire doit être remis dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception du PRO par le contrôleur technique.

5. Pour les documents établis par le maître d'œuvre et les entreprises en cours de chantier :

Les avis sur ces documents devront être transmis au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception des documents par le contrôleur technique.

6. Pour le rapport final :

Le rapport final de contrôle technique doit être transmis 10 jours ouvrés avant la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables à la réception puis un rapport final doit être transmis 10 jours ouvrés avant la prononciation de la réception.

7.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date réelle de remise du document ni du jour de la date limite.

En cas de non-respect des délais prescrits à l'article 7.1 ci-dessus, le titulaire peut subir une pénalité journalière fixée à :

- 150,00 € pour le paragraphe 1 de l'article 7.1 ;
- 300,00 € pour les documents visés aux paragraphes 2), 3) 5) et 6) de l'article 7.1 ;
- 500,00 € pour le paragraphe 4).

ARTICLE 8 – RECEPTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 28 et par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le silence du Maître de l'ouvrage pendant 2 mois, à compter de la date de l'accusé de réception des documents, ne vaut pas approbation automatique, celle-ci devant être notifiée par écrit dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de l'accusé de réception des documents.

Le refus des documents sera notifié par écrit dans ces mêmes délais et conditions.

ARTICLE 9 – LES INTERVENANTS – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire communique directement à l'ensemble des intervenants tous les documents qui ont ou peuvent avoir un impact sur l'opération.

Le titulaire informe l'ensemble des intervenants de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- Fournir à l'ensemble des intervenants, à leur demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la coordination de ceux-ci ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre l'ensemble des intervenants, définies par le maître de l'ouvrage.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées par l'ensemble des intervenants.

Tout différend entre le titulaire et les intervenants est soumis au maître de l'ouvrage.

PARTIE III - COORDONNATEUR SPS

ARTICLE 10 – MISSIONS DU COORDONNATEUR SPS

Le CSPS émet durant toute la durée de sa mission, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre-journal.

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Elément 1 Phase Avant-Projet Sommaire

- Ouvrir, dès la signature du contrat ou la notification du marché, un registre - journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération, le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Réunion avec le MO : prise contact, présentation projet, transmission documents
- Inspection des lieux, compris abords et concertation avec gestionnaire
- Réunions de mise au point APS
- Analyses des risques liés aux interventions ultérieures et rapport
- Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux
- Analyses des risques et rapports sur l'APS : transmission MO et MOE

Elément 2 Phase Avant-Projet Définitif/PRO

- Réunions de mise au point APD/PRO
- Analyses des risques et rapports sur l'APD/PRO
- Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux
- Complément au RJC, transmission MO et MOE après chaque observation
- Rédaction du PV passation de consignes et document

Elément 3 Phase DCE

- Réunions de mise au point DCE
- Rédaction du PGC et transmission au MO et MOE
- Vérification de prise en compte des diagnostics et des demandes de renseignements sur les réseaux
- Vérification de prise en compte des risques liés aux interventions ultérieures et rapport
- Analyse DCE, vérification cohérence entre pièces écrites et PGC
- Analyse des variantes ayant une influence sur la sécurité
- Compléments au RJC et transmission MO et MOE après chaque observation
- Participation à l'élaboration du calendrier contractuel
- Passation des consignes avec le CSPS réalisation

NB : il est demandé au CSPS de donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles

Elément 4 Phase Réalisation

- EXE : vérifier que les écarts éventuels entre les détails d'exécution et les dispositions arrêtées lors de l'analyse des offres n'ont pas d'incidence sur la sécurité du chantier
- Inspections communes avec les entreprises
- Visites inopinées sur site en dehors des réunions de chantier
- Réunions de chantier
- Harmonisation des PPSPS et transmission aux autres entreprises
- Mises à jour et diffusions du PGC
- Compléments au RJC et transmission MO, MOE et entreprises
- Observations au RJC et transmission MO, MOE et entreprises
- Compléments au DIUO
- Avis sur mise à jour du calendrier d'exécution
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantier

Elément 5 Phase Réception

- Remise de la dernière version du PGC au MO afin qu'il le conserve pendant 5 ans
- Finalisation du DIUO en collaboration avec le MOE et transmission au MO. Le DIUO devrait notamment comporter 5 parties :
 - Les renseignements administratifs
 - Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état)
 - Les documents annexés (élément du DOE, plan d'accès et de circulation, ...)
 - Le bordereau de documents non joints
 - Les PV de transmission du DIUO au coordonnateur SPS réalisation si différent du coordonnateur SPS conception et au MO

L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.

- Compléments au RJC, transmission pour visa

Elément 6 Phase Garantie de Parfait Achèvement

- Suivi de la levée des réserves dans les conditions des phases 4 et 5
- Compléments au DIUO et transmission au MO

ARTICLE 11 – AUTORITE ET MOYENS

11.1 – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage sans délai et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de dangers graves et imminents constatés lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tel que chute de hauteur, ensevelissement, etc..), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal. Les reprises décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne extérieure au chantier, ...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité avec la collaboration du MOE pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le RJC.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

11.2 – Moyens donnés au coordonnateur SPS

11.2.1– Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité
- Au bureau du chantier et au matériel mis à disposition pour les différentes réunions

11.2.2– Obligations du Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- Avant de les approuver, tous les documents réalisés par l'équipe de maîtrise d'œuvre notamment avant-projet sommaire, avant-projet définitif et dossier de consultations des entreprises ;
- Les noms et coordonnées du/des chefs d'établissement (s) dont les activités interfèrent avec le chantier ; au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document, ainsi que les entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats et marchés ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- Tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure à l'ouvrage (DIUO),
- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'il a été établi.

11.2.3– Dispositions prises par le Maître d'Ouvrage

Le MO et/ou le MOE prend toutes les dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- Tous les documents d'exécution des ouvrages
- Les calendriers d'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée des réserves
- L'ensemble des documents et ordres de service relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La copie des déclarations d'accidents de travail
- Par les différents cocontractants du Maître d'œuvre, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- Par les différents titulaires des contrats et marchés de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le Maître de l'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions organisées par le Maître d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-pilotage-coordination du chantier (OPC) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Le Maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) :

- Les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le Maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ou dans la Notice en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'EXECUTION

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.5432-31 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Dans le cas où le coordonnateur de réalisation est différent du coordonnateur de conception, un procès-verbal de passation de consignes et des documents doit être rédigé et signé par les coordonnateurs.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le Maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au Maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI
- l'accord du Maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur.
- si le Maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le Maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS ou à défaut le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître de l'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 15 jours à compter de la demande du Maître de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au Maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, de la phase conception à la phase réalisation y compris aux réunions de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

Par ailleurs, durant l'année de parfait achèvement, le coordonnateur SPS, devra effectuer à la demande du Maître d'Ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, dans les mêmes conditions ainsi que modifier et compléter si nécessaire le DIUO.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre journal et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables sur le chantier.

Le coordonnateur SPS devra assister à la réalisation de la déclaration d'ouverture de chantier et à la visite du service à la prévention.

Outre les actes et les avis prévus dans le marché, en phase d'exécution de chantier, le coordonnateur SPS devra faire au minimum 1 visite du chantier toutes les semaines (fréquence minimale qui ne préjuge pas des autres nécessités de chantier).

Le coordonnateur SPS devra être présent à chaque réunion plénière qui pourra être organisée par la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 13 – RECEPTION – ACHEVEMENT DE LA MISSION

13.1 Réception

Présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Nombre d'exemplaires

Les documents sont remis par le titulaire au Maître de l'ouvrage pour vérification et réception en 3 exemplaires papiers ainsi que sur clé USB.

Le Maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée.

Délais

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le silence du Maître de l'ouvrage pendant 2 mois, à compter de la date de l'accusé de réception des documents, ne vaut pas approbation automatique, celle-ci devant être notifiée par écrit.

13.2 Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, 2ème alinéa du CCAG applicable aux contrats de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire par le Maître de l'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 14 – DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES ET PENALITES

14.1 Délais d'établissement des documents d'études

Les prestations du marché seront exécutées à compter de la date de notification du marché.

Cette notification sera accompagnée des documents permettant au coordonnateur SPS de réaliser immédiatement son avis sur l'élément PRO.

Les différents délais arrêtés pour l'exécution des missions du coordonnateur SPS sont les suivants:

Définition succincte du délai	Délais jours	A compter
Modalités pratiques de coopération entre les Intervenants	15	de la notification du marché
Avis sur chaque document d'étude	30	de leur réception
Première remise du plan général/ notice de coordination	10	de la réception de l'avant-projet sommaire
Remise du plan général/notice de coordination à joindre au dossier de consultation des entreprises (DCE)	10	de la réception du projet
Remise du plan général simplifié	10	de la réception du projet
Avis sur les documents d'étude de maître d'œuvre	30	de la réception des documents
Remise définitive du DIUO	30	de la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le point de départ de ces délais est la date de l'accusé de réception par le titulaire.

14.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, pendant la phase de conception :

- En cas de retard dans la remise des documents ou avis, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du contrat à 5/1000 du montant, en prix de base HT de l'acompte correspondant.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, pendant la phase réalisation, en cas d'absence à une réunion de chantier, le prestataire subit sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 100 euros HT par réunion manquée.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Pour le calcul des jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

En application de l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

PARTIE IV – PRIX ET REGLEMENT DE PRESTATIONS

ARTICLE 15 – PRIX ET MODALITES DE REVISION

Les prix sont forfaitaires et tiennent de l'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation du marché.

Les prix initiaux sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo, Mo étant le mois de la date de remise des offres.

Les prix de règlement découlent des prix initiaux auxquels s'applique la règle suivante : Prix fermes définitifs.

Les prestations ne feront l'objet d'aucune variation de prix, ni en actualisation, ni en révision.

ARTICLE 16 – MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Avance

Sauf indication contraire portée par le titulaire du présent marché dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-PI, l'organisme retient l'option A.

- ❖ Lorsque le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.11.1 du CCAG-PI,
- ❖ **Lorsque** le titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à : 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'oeuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués conformément des articles R 2191-3 à 12 du code de la commande publique.

16.2 Acomptes et solde

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définis aux articles 4 et 10 du présent CCP, ainsi que leur prix, évalué en prix de base et hors TVA.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par la personne représentant le pouvoir adjudicateur en considération de l'avancement des travaux et sur la base d'un mémoire produit par le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est le produit du montant en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le titulaire adressera son projet de décompte final à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le règlement interviendra après constat par le Maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

16.3 Délai de paiement

Le paiement des acomptes et du solde interviendra dans un délai de maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'organisme.

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires, qui pourront être dus, seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

16.4 Paiements

Les factures afférentes au marché portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- N° compte bancaire ou postal,
- N° et date du marché
- Désignation de la prestation, lieu d'exécution,
- Période d'exécution des prestations
- Le décompte des sommes dues :
 - Nature des prestations
 - Quantité
 - Prix de base hors révision et hors TVA,
- Taux TVA et montant,
- Montant total TTC,
- Date.

Le Titulaire transmettra ses demandes de paiement par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://portail.chorus-pro.gouv.fr> aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192- 13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la CPAM de l'Indre signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 – RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

Partie V – RESILIATION DU MARCHÉ – RESPONSABILITES - PENALITES

ARTICLE 18 – PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

Il fait application du chapitre 6 du CCAG-PI comprenant les articles 32 à 35, définissant les résultats, et le régime applicable aux connaissances et aux résultats découlant du marché.

A ce titre, le présent article rappelle le régime d'utilisation des résultats dans le cadre de la consultation.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité et cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Les résultats finaux ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout autre tiers au marché (hors obligation légale de transmission des documents auquel il est soumis), celui-ci doit préalablement en informer le pouvoir adjudicateur et obtenir son accord express.

Le pouvoir adjudicateur dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. Les résultats finaux sont à titre exclusif pour l'acheteur (sauf en cas d'autres obligations légales) sur la durée du marché, et pour la France hormis la publication sur Internet en vue de la conclusion d'un marché nécessaire à la bonne réalisation de toutes opérations de travaux lancés par l'organisme.

ARTICLE 19 – ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI et sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

ARTICLE 20 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 21 – RESILIATION DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-PI, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 39 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

21.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI est fixé à 5%.

21.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

21.3 - Résiliation aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

ARTICLE 22 – CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

➤ Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,

- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
 - Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
 - Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
 - Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
 - Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
 - Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.
- Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

ARTICLE 23 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

ARTICLE 24 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

ARTICLE 25 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas le litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Seul le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Toute difficulté d'interprétation survenant à l'occasion de l'application du marché qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord est de la compétence exclusive des instances de Châteauroux. Même compétence géographique est retenue pour toute autre difficulté ou litige qui demanderait un développement judiciaire.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
3.4.3	5.2 et 12
9.2 et 18	19
14.1	7.2 et 14.2
29	8 et 13.1
28.4.2	13.1
41.5	21